MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 9 au 13 septembre 20242024

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,7%

la production manufacturière a rebondi de 1,7% en glissement annuel au mois de juillet - *StatsSA*

Offensive européenne sur l'hydrogène décarboné en Afrique australe *(EngineeringNews)*

En visite en Namibie à l'occasion du *Global African Hydrogen Summit 2024*, la commissaire européenne à l'énergie Kadri Simon a insisté sur la nécessité pour l'Europe de créer un « réseau de partenariats » pour assurer son approvisionnement en hydrogène décarboné et décarboner son industrie via des contrats d'importations. En présence notamment de la ministre belge Van Der Straeten et le secrétaire d'Etat allemand Kellner, la Commissaire a mis en avant l'opportunité de création d'emplois dans la filière en Namibie. Enfin, elle a officialisé quatre projets (36,9 M EUR au total), également soutenus par l'Allemagne et les Pays-Bas, visant à financer l'expertise nécessaire au développement de la filière hydrogène dans le pays.

Dans la foulée, la commissaire s'est rendue en Afrique du Sud, où, en présence du ministre de l'électricité et de l'énergie, Kgosientsho Ramokgopa, et du ministre du commerce, de l'industrie et de la concurrence, Parks Tau, elle a annoncé l'octroi d'une subvention de 32 M EUR pour soutenir le développement de l'industrie naissante de l'hydrogène décarboné en Afrique du Sud. Cette subvention s'ajoute au financement de l'UE au sein du Just Energy Transition Partnership (JET-P) avec l'Afrique du Sud. Elle se divise en deux avec une première part de 25 M EUR qui doit permettre le développement d'un centre régional de l'hydrogène décarboné en Afrique australe en incitant à la mobilisation de 500 M EUR de financement privé et public sur l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris la production, le transport, le stockage et les industries en aval. Cette subvention devrait être mise en œuvre par l'intermédiaire d'une institution financière d'un État membre de l'UE.

La deuxième subvention de 7 M EUR accordée à Transnet, la compagnie publique de fret, sera quant à elle mise en œuvre par l'Agence Française de Développement, et servira à financer des études de faisabilité et des projets pilotes axés sur la production et le stockage d'hydrogène à faible teneur en carbone. Pour rappel, l'Afrique du Sud et la Namibie, dont la situation géographique et climatique sont très favorables à la production compétitive d'hydrogène décarboné, ont l'ambition de devenir des producteurs mondiaux de premier plan de cette énergie. Cette dernière reste pour l'instant une énergie très peu mature et est loin de s'avérer rentable même si de forts progrès technologiques sont en cours pour faire baisser les coûts.

Sommaire :

Afrique australe

- La Banque Européenne d'Investissement (BEI) prête 100 M EUR supplémentaires au programme de soutien aux énergies renouvelables de la Development Bank in Southern Africa (DBSA) (Engineering News)

Afrique du Sud

- Les productions manufacturière et minière au mois de juillet, tendances contraires (StatsSA)
- La Land Bank trouve un accord avec ses créanciers (Ministry of Finance)
- Le gouvernement refuse la demande d'augmentation de 12% des fonctionnaires (News24)
- La société de gestion d'actifs française Mirova investit dans l'entreprise d'énergies renouvelables SolarAfrica (CFNews)
- Forts investissements nécessaires pour la rénovation des infrastructures routières sud-africaines (EngineeringNews)

Angola

- Le Président autorise (enfin) la conclusion de l'accord de financement pour l'acquisition d'un satellite d'observation de la terre fourni par Airbus D&S (Jornal de Angola)
- Le gouvernement angolais passe un nouvel accord avec Gemcorp pour le financement de projets dans le secteur de l'eau à hauteur de 2 Mds USD (Valore economico)
- Mise en place d'une ligne de garantie de 80 M USD gérée par le Fonds de Garantie du Crédit (Jornal de Angola)

Botswana

- Le FMI publie sa revue Article IV (FMI)

Lesotho

- Le FMI publie sa revue Article IV (FMI)

Malawi

- La Banque centrale maintient ses perspectives de croissance à 2,3% pour 2024 (RBM)

Namibie

- L'inflation atteint son plus faible niveau depuis novembre 2021 (NamStats)
- Une centrale solaire de 100 MW en Namibie va être construire par une co-entreprise chinoise (The Namibian)

Afrique australe

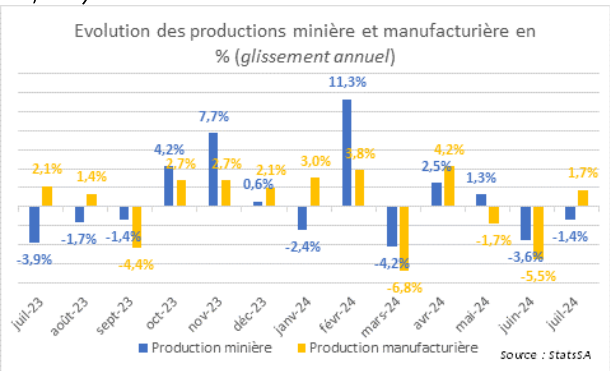
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) prête 100 M EUR supplémentaires au programme de soutien aux énergies renouvelables de la Development Bank in Southern Africa (DBSA) *(Engineering News)*

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) prête 100 M EUR supplémentaires au programme de de la Development Bank in Southern Africa (DBSA) qui soutient les acteurs privés (IPP) dans le domaine des énergies renouvelables. A cela s'ajoutent également 100 M EUR de prêt décaissés par la DBSA en plus du premier prêt de 400 M EUR approuvé par les deux institutions à la COP 22, ce qui porte le financement global aux petits et moyens projets privés d'énergie renouvelable en Afrique australe à 600 M EUR. Cette initiative de financement s'inscrit dans le cadre du Global Gateway, la stratégie extérieure de l'UE en faveur des infrastructures propres et durables. Elle s'inscrit également dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) qui vise à soutenir les efforts de décarbonisation de l'Afrique du Sud, en venant s'ajouter à l'engagement de 1 Md EUR pris par la BEI dans ce cadre.

Afrique du Sud

Les productions manufacturière et minière au mois de juillet, tendances contraires *(StatsSA)*

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a rebondi de 1,7% en glissement annuel au mois de juillet, après une diminution de 5,5% au mois de juin. L'indicateur repart ainsi à la hausse après deux mois de baisse, surpassant les prévisions des observateurs (entre +0,7% et 0,9%). Cinq secteurs sur dix ont enregistré une progression de leur activité, en particulier les industries agroalimentaire (+9,5%, soit une contribution positive de 2 points) et métallurgique (+5,2%, soit +1,1 point). A l'inverse, l'industrie automobile s'est contractée (-12,1%, soit -1,3 point), en lien avec la baisse de la demande locale (-6,5% au mois de juillet) et des exportations (-13,5%).



En parallèle, la production minière a diminué de 1,4% en glissement annuel au mois de juillet (après -3,6% au mois de juin). Cette contraction a été plus importante qu'anticipé (prévision de -0,6%). Sept groupes sur douze ont ainsi enregistré une baisse de leur activité, en particulier le minerai de fer (-19%, soit une contribution négative de 2,8 points) et l'or (-3,5%, soit -0,5 point). A l'inverse, les minerais de manganèse (+27%, soit une contribution positive de 2 points) et de chrome (+23,3%, soit +1 point) continuent de soutenir l'activité. Les résultats de l'industrie minière sont particulièrement décevants, alors qu'aucun délestage électrique n'a été enregistré depuis le 26 mars.

La *Land Bank* trouve un accord avec ses créanciers *(Ministry of Finance)*

Après quatre ans de négociations, la Land Bank a trouvé un accord avec ses créanciers. L'institution financière, d'importance systémique pour le secteur de l'agriculture en Afrique du Sud (totalisant 28% du total des prêts accordés au secteur agricole du pays), avait été la première entreprise publique sud-africaine à faire défaut sur le remboursement de sa dette locale et internationale, son bilan étant grevé par les prêts non performants (50% de son portefeuille de prêts). L'accord prévoit une forte diminution de la dette de la banque, qui passerait de 45 Mds ZAR à 16 Mds ZAR, les remboursements devant s'échelonner sur deux tranches (4 Mds ZAR d'ici le 30 septembre 2024 et 12 Mds d'ici mars 2028). Le ministère des Finances, qui a accordé un soutien financier de 10 Mds ZAR au cours des quatre années de négociations, s'est félicité de cet accord.

Le gouvernement refuse la demande d'augmentation de 12% des fonctionnaires *(News24)*

Le 11 septembre, le gouvernement a donné une fin de non-recevoir à la demande d'augmentation du salaire des fonctionnaires de 12% déposée le 3 septembre auprès du Conseil de Négociation de la Coordination de la Fonction Publique (PSCBC). Cette augmentation, largement supérieure à l'inflation, représenterait un coût supplémentaire de 140 Mds ZAR pour l'Etat, non soutenable dans un contexte d'augmentation continue de la dette publique. Les syndicats peuvent notamment s'appuyer sur l'accord quinquennal conclu dans la fonction publique territoriale (municipalités), qui prévoit également une hausse des salaires supérieure à l'inflation (+ 0,75 point par rapport à l'inflation en 2025/26 et 2026/27, et +1,25 point par rapport à l'inflation en 2027/28 et 2028/29, après une hausse de 6% en deux tranches entre mars 2024 et mars 2025). De son côté, le gouvernement a proposé une hausse plus modeste (+3%), qui a en retour été rejetée par les syndicats. Les négociations devraient reprendre au début du mois d'octobre pour s'achever avant la présentation du budget de mi-parcours, attendu pour la fin octobre.

La société de gestion d'actifs française Mirova investit dans l'entreprise d'énergies renouvelables SolarAfrica *(CFNews)*

Mirova Gigaton, le fonds de dette senior à impact lancé il y a deux ans par Mirova, filiale de Natixis Investment Managers, a choisi d'investir dans l'entreprise d'énergies renouvelables SolarAfrica en Afrique du Sud pour 13,5 M EUR. En treize ans d'existence, SolarAfrica a livré et financé plus de 204 installations solaires et de batteries sur site, représentant une capacité installée supérieure à 520 MWc de production d'énergie solaire et 60 MWh de stockage. L'entreprise s'est également illustrée en juillet dernier avec le lancement de son premier parc solaire à grande échelle, SunCentral, dans la province du Northern Cape. La phase 1 de cet ambitieux projet produira environ 342 MW, les phases suivantes portant la capacité totale à 1 GW, ce qui en fait l'un des plus grands projets solaires d'Afrique du Sud. Cet investissement est le cinquième de Mirova Gigaton depuis sa création. Au total, le fonds revendique déjà près de 300 M USD levés sur un objectif de 500 M USD. Ce dernier a annoncé se focaliser sur les systèmes solaires domestiques, l'agri-solaire et les mini-réseaux, principalement en Afrique, Asie et Amérique latine, tout en finançant des projets innovants liés à la mobilité électrique, au stockage d'énergie et à la préfinance des crédits carbones.

Forts investissements nécessaires pour la rénovation des infrastructures routières sud-africaines *(EngineeringNews)*

La ministre des transports, Barbara Creecy, a déclaré mardi 10 septembre que L'Afrique du Sud, qui doit déjà faire face à une lourde facture pour moderniser ses infrastructures portuaires, ferroviaires et électriques, a besoin de 15,5 Mds EUR pour réparer et améliorer son réseau routier national. De son côté, l'Agence nationale sud-africaine des routes (Sanral) qui gère 4 % des 750 000 kilomètres du réseau routier national, a identifié 1 437 projets de remise à niveau nécessaire. Ces derniers ont été retardés par des problèmes allant de la faillite des entrepreneurs à l'extorsion de fonds par le crime organisé selon la ministre. D'ici 2027, les projets routiers provinciaux de rénovation des infrastructures devraient s'élever à 860 M EUR par an. Par ailleurs, SANRAL se prépare à attribuer des projets pour une valeur de 192 M EUR d'ici fin 2024. Ces projets, qui visent à moderniser et à renforcer les infrastructures routières de la province de l'Eastern Cape, font partie d'un vaste programme d'amélioration du réseau. Ces montants restent insuffisants au vu des besoins exprimés plus haut. En outre, la déliquescence des voies ferrées accentue la pression sur les infrastructures routières, ce qui provoque une dégradation précoce des premières.

Angola

Le Président autorise (enfin) la conclusion de l'accord de financement pour l'acquisition d'un satellite d'observation de la terre fourni par Airbus D&S *(Jornal de Angola)*

Le Président angolais a signé le décret n°206/24 du 6 septembre 2024 - attendu de longue date - autorisant la négociation finale pour la fourniture et le lancement du satellite d'observation de la Terre ANGEO-1 par Airbus Defence and Space . Pour rappel, le premier contrat commercial avait été signé en 2019 et amendé en mars 2023 lors de la visite du Président français en Angola. Le financement de 225 M EUR du satellite est porté par la Société Générale et le crédit export est garanti par Bpifrance Assurance export. Ce satellite permettra d'apporter de nombreux services variés, tels l'évaluation de la productivité agricole, la surveillance de la déforestation, la surveillance des déversements d'hydrocarbures en mer, la surveillance maritime, le développement des infrastructures et leur observation (exemple réseau routier). Il bénéficiera donc à la gestion des ressources naturelles, halieutiques et agricoles, et facilitera également le recensement de la population.

Le gouvernement angolais passe un nouvel accord avec Gemcorp pour le financement de projets dans le secteur de l'eau à hauteur de 2 Mds USD *(Valore economico)*

Le Président a autorisé, par le décret n°207/24 du 6 septembre, la signature d'un accord-cadre entre l'Angola, représenté par le Ministère des Finances, et le groupe Gemcorp (fonds d'investissement basé à Londres et très actif en Angola depuis 2015) pour le financement à hauteur de 2 Mds USD de projets structurants dans le secteur de l'eau visant à lutter contre les effets de la sécheresse, augmenter la production et favoriser l'accès à l'eau potable. L'accord doit également servir à promouvoir le développement du secteur agricole et la normalisation des systèmes d'eau, en améliorant les performances opérationnelles et commerciales des entreprises publiques d'eau et d'assainissement.

Mise en place d'une ligne de garantie de 80 M USD gérée par le Fonds de Garantie du Crédit *(Jornal de Angola)*

Le gouvernement angolais et la Banque mondiale avaient signé un accord de prêt pour soutenir le secteur non pétrolier. Dans ce cadre, une ligne de garantie nommée « Diversifica Mais » (diversifier davantage), dotée de 80 MUSD et gérée par le Fonds de garantie du crédit (FGC) a été lancée récemment. Cette ligne est destinée aux micros, petites et moyennes entreprises et s'ajoute aux trois autres lignes déjà existantes et gérées par le FGC à savoir : Garanties d'Appui à la Production (GAP), le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC avec l'AFD) et la Ligne d'Appui aux Projets Durables (LAPS). Le FGC et la banque privée angolaise BFA ont signé un accord pour la mise en place d'une ligne de soutien aux projets durables qui vise à stimuler les petites entreprises et à promouvoir l'inclusion financière et la conversion de l'économie informelle.

Botswana

Le FMI publie sa revue Article IV *(FMI)*

Le 10 septembre, le FMI a publié son rapport annuel d'analyse économique dit « Article IV ». L'institution monétaire anticipe un fort ralentissement de la croissance, (+2,7% en 2023 et +1% en 2024, après +5,5% en 2022), en lien avec les difficultés auxquelles fait actuellement face le secteur du diamant (ralentissement de la demande mondiale et baisse des prix). Les finances publiques, affectées par la baisse des redevances minières et une hausse continue des dépenses d'investissement, continueraient leur dégradation (prévision de déficit public à 6% du PIB en 2024). La dette publique devrait toutefois rester contenue (inférieure à 20% du PIB), le gouvernement ayant privilégié l'utilisation de ses réserves pour se financer au cours des dernières années. Les principales

recommandations du FMI portent sur la nécessité de diversifier l'économie botswanaise, dont la dépendance au secteur du diamant la rend particulièrement vulnérable aux chocs externes, et d'entreprendre des mesures de consolidation fiscale afin de cesser de puiser dans les réserves du pays.

Lesotho

Le FMI publie sa revue Article IV *(FMI)*

Le 11 septembre, le FMI a publié son rapport annuel d'analyse économique annuel dit « Article IV ». La croissance serait repartie légèrement à la hausse en 2023/24 (+2,2%, après +1,6% en 2022/23), soutenue par la mise en œuvre du *Lesotho Highlands Water Project* (LHWP-II), qui vise à acheminer l'eau du pays en Afrique du Sud. Elle devrait atteindre un pic à 2,7% en 2024/25, reflétant le pic de la construction du barrage de Polihali, avant de décroître et de se stabiliser autour de 2% à moyen-terme. La situation des finances publiques, qui s'était dégradée de manière significative ces dernières années, est désormais en nette amélioration, le pays ayant enregistré un excédent budgétaire de 6,1% du PIB en 2023/24 (soit une consolidation budgétaire de 11,6 points sur un an). Cette amélioration spectaculaire est toutefois principalement due à des facteurs conjoncturels (hausse massive des transferts de la *Southern Africa Customs Union*) et à la consolidation du statut d' « économie de rente » du pays (augmentation des redevances perçues sur l'eau suite à la renégociation des termes de l'accord qui lie l'Afrique du Sud au Lesotho). L'institution financière internationale incite donc le gouvernement à faire preuve de prudence dans la gestion de ses finances publiques, et notamment d'utiliser ses excédents budgétaires actuels pour reconstituer son niveau de réserves, rembourser ses arriérés, puis réduire le niveau de dette publique (61,5% en 2023/24). Elle rappelle également la nécessité de mener des réformes structurelles pour diversifier l'économie du pays et créer des conditions favorables à l'investissement du secteur privé.

Malawi

La Banque centrale maintient ses perspectives de croissance à 2,3% pour 2024 *(RBM)*

Dans son rapport économique et financier du 5 septembre, la Banque centrale a noté la légère amélioration des indicateurs macroéconomiques du pays, sans modifier ses prévisions de croissance. Celle-ci atteindrait 2,3% en 2024 (après 1,9% en 2023). L'activité serait portée par les secteurs de la construction (+5,3%), minier (+4,2%) et manufacturier (+2,1 %), qui devraient notamment bénéficier de l'augmentation des capacités de production électrique (+4,6%). Le secteur agricole (+0,7%) pâtirait en revanche des conditions météorologies (sécheresse inédite liée au phénomène El Nino). L'inflation, affectée par la forte dévaluation du Kwacha intervenue en fin d'année 2023 (-44% par rapport à l'USD au mois de novembre), reste particulièrement élevée (+32,8% en glissement annuel au T2 2024), bien qu'en légère décélération. Malgré une augmentation du déficit commercial (déficit trimestriel de 653 MUSD au T2, après 508 M USD au T1), le niveau de réserves est en légère hausse, restant toutefois à un niveau critique (173,2 MUSD, soit 0,7 mois d'importations au T2 2024 contre 147,7 MUSD et 0,6 mois d'importations au trimestre précédent).

Namibie

L'inflation atteint son plus faible niveau depuis novembre 2021 *(NamStats)*

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), le taux d'inflation sur un an a atteint 4,4% au mois d'août, contre 4,6% au mois précédent. L'indicateur, qui recule pour le troisième mois consécutif, atteint son niveau le plus faible depuis novembre 2021. Si la modération de la hausse des prix touche la quasi-totalité des secteurs, les principaux postes contributeurs à l'inflation restent les « produits alimentaires » (+5,2%, soit une contribution positive de 1 point), le « logement, eau et électricité » (+4,1% soit +1 point) et les « transports » (+6,1%, soit +0,9 point). L'inflation, qui devrait décélérer à 4,4% au T4 2024 (après 4,6% au

T3) selon la Banque centrale, devrait toutefois repartir à la hausse (prévision de 4,8% au T1 2025), portée par le prix des produits alimentaires, en lien avec la faible production agricole liée au phénomène El Nino.

Une centrale solaire de 100 MW en Namibie va être construire par une co-entreprise chinoise *(The Namibian)*

La Namibia Power Corporation (NamPower) a attribué un contrat de 70 M EUR à une coentreprise chinoise pour la construction de la plus grande centrale solaire du pays (100 MW) à Rosh Pinah, dans le sud du territoire namibien. Le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) pour le projet photovoltaïque de Rosh Pinah a été attribué à une coentreprise entre China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation et CHINT New Energy Development (Zhejiang). La construction de l'usine durera environ 18 mois, avec près de 800 travailleurs mobilisés sur le site au plus fort de l'activité. La date de mise en service commercial de la centrale est prévue pour le deuxième trimestre 2026. Dans le cadre de l'accord, la coentreprise chinoise est tenue de consacrer au moins 25 % du coût de la construction au contenu local, ce qui devrait permettre d'injecter plus de 17 M EUR dans l'économie du pays. Sur les 70 M EUR du coût total du projet, près de 80 % sont financés par un prêt concessionnel de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la banque de développement allemande. Les 20 % restants sont à la charge de NamPower. L'ajout de 100 MW à la capacité installée actuelle namibienne d'environ 500 MW est une annonce d'importance pour NamPower, dans un contexte de demande énergétique croissante et de pression sur les infrastructures électriques. Pour rappel, la Namibie importe près de 60% de son énergie et la moitié de sa population n'a pas accès à l'électricité.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	12/09/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1er janvier
Afrique du Sud	17,9 ZAR	-0,6%	2,1%	4,3%	2,3%
Angola	925,8 AOA	-0,8%	-4,8%	-10,8%	-10,5%
Botswana	13,2 BWP	-0,5%	1,1%	1,7%	0,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,4 ZMW	-0,5%	-0,9%	-21,5%	2,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda
leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr